

L'AFRIQUE RÉELLE

Directeur Bernard Lugan
B.P.-6. 03140 CHARROUX

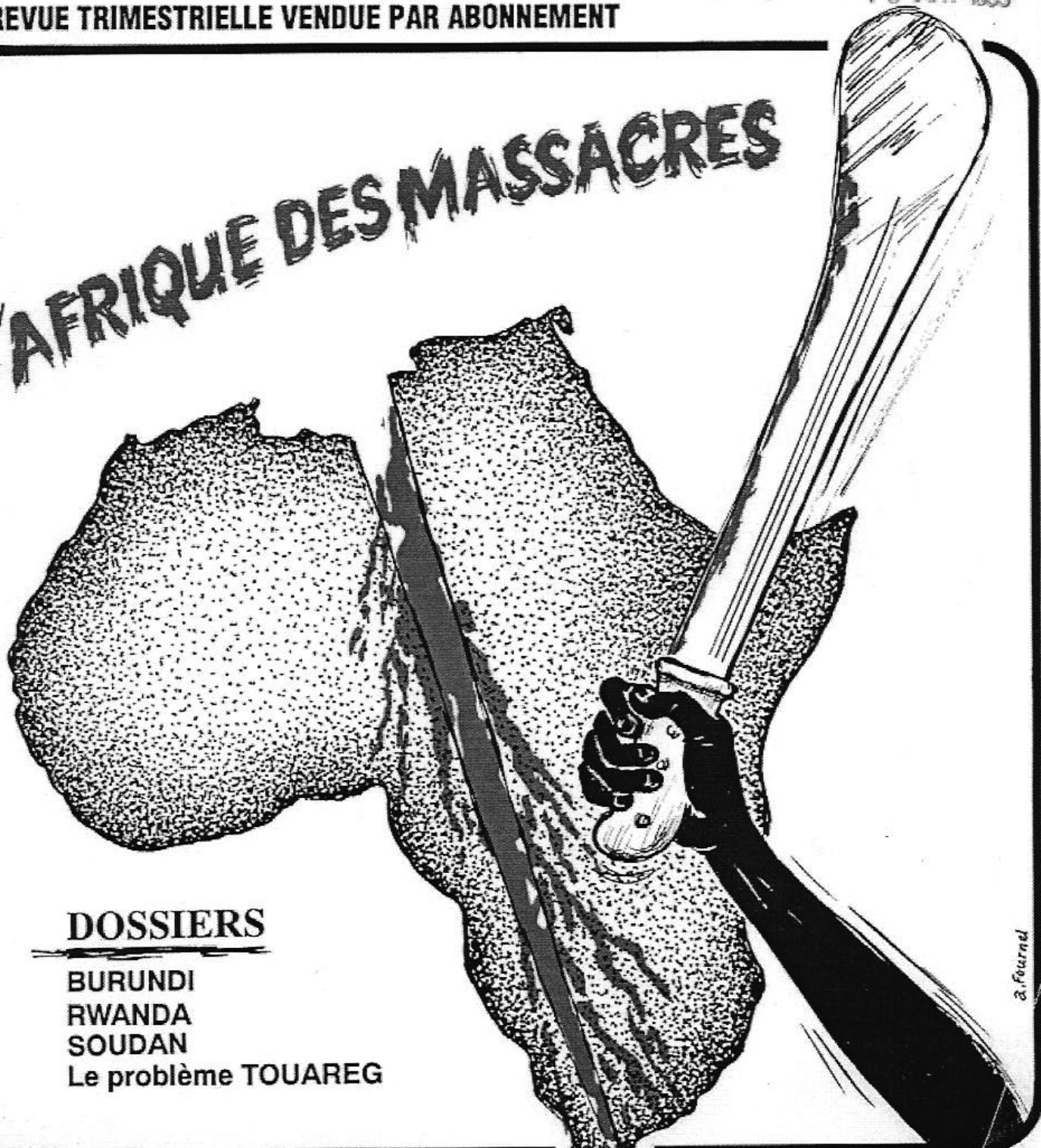
N° 5/6 Numéro double

AUTOMNE 94 - HIVER 95

Reçu le 19 OCT. 1995

REVUE TRIMESTRIELLE VENDUE PAR ABONNEMENT

L'AFRIQUE DES MASSACRES



DOSSIERS

BURUNDI
RWANDA
SOUDAN
Le problème TOUAREG



A la veille de la colonisation, l'Afrique était divisée en trois ensembles : quelques très rares Etats-Nations (Maroc, Ethiopie et dans une moindre mesure Rwanda ou royaume mérina à Madagascar); une dizaine d'empires récents, prédateurs et souvent esclavagistes (Zulu et Ndébélé au Sud, Sokoto et Mahdiste dans le Nord-Est, ceux d'el-Hadj-Omar et de Samory à l'Ouest et celui de Tippo-Tip dans la cuvette du Congo). Ailleurs, partout ailleurs, l'émiettement en plus de 2000 tribus vivant dans la crainte permanente.

La colonisation brisa les empires car ils lui résistaient, mais elle fut une bénédiction pour les populations qui leur étaient soumises. Elle imposa une organisation et des découpages territoriaux artificiels et parfois illogiques, mais elle fit cesser l'anarchie et les massacres. Les frontières administratives coloniales devinrent définitives avec les indépendances hâtives ou même bâclées qui donnèrent naissance à ces

"façons d'Etats" dont aucun ne fut un creuset national; l'idéologie démocratique qui avait ordonné leur naissance l'interdisait. Que l'on y réfléchisse : ce n'est pas par la démocratie que se constituèrent les Etats-Nations d'Europe ou d'Asie, mais par la force, par la volonté de puissance, par la patience et surtout par la durée.

Ce n'est pas le préalable démocratique qui forgea l'Empire allemand, mais l'énergie prussienne canalisée par le "chancelier de fer" Otto von Bismarck. Or, en Afrique, il n'existe pas de "Prusses" potentielles, ou bien elles furent détruites; d'abord lors de la conquête coloniale, puis, surtout, au moment des indépendances qui furent octroyées aux plus nombreux, c'est à dire souvent aux vaincus de l'histoire.

Seul un "darwinisme ethnique" pouvait permettre, par la sélection naturelle, comme dans toute l'histoire de l'humanité, l'apparition de noyaux pré-étatiques autour des peuples dominants. Or, le culte contemporain des "droits de l'homme" a, tout au contraire, favorisé les ethnies condamnées, les populations les plus faibles, les tribus jusque là dominées et qui étaient venues à nous afin que nous les protégiions des peuples prédateurs.

AU NOM DE LA CHARITÉ, DE LA JUSTICE, ET DES "DROITS DE L'HOMME", NOTIONS BIEN INSOLITES ET MÊMES TRAUMATISANTES AU SUD DU SAHARA, NOS BONS SENTIMENTS ET NOTRE IDÉOLOGIE ONT BRISÉ LES ÉQUILIBRES NATURELS AFRICAINS.

Mais, plus le temps passe et plus notre arrogant universalisme démocratique se heurte aux réalités du continent noir. Peu à peu, les peuples jadis dominants et dont l'orgueil était d'être précisément des minorités obéies par des majorités, grâce à leurs "vertus" guerrières ou "raciales", relèvent la tête.

Il serait donc temps que nos "africanistes" de salon et que les vendeurs de charité comprennent enfin que les peuples africains dont les femmes ont le ventre le plus fécond ne sont pas forcément les plus doués pour commander, pour diriger, pour administrer. Autrement, la tragédie du Rwanda n'aura pas servi de leçon et elle sera suivie de bien d'autres.

C'est à cette réalité qu'est consacré ce numéro. Il est double car -et c'est une des originalités de l'AFRIQUE REELLE- c'est en profondeur et sur la longue durée historique qu'y sont traités les sujets. Loin de ces clichés et des raccourcis médiatiques qui nous donnent une vision tronquée des Afriques.

Bernard LUGAN.

Vérités sur une intervention « humanitaire »

1 — Contrairement aux affirmations de M. Alain Juppé, l'intervention militaro-humanitaire de la France au Rwanda avait, à l'origine, des buts essentiellement politiques. Héritier d'une situation « pourrie » léguée par ses prédécesseurs socialistes, l'actuel gouvernement a en effet voulu tenter de figer l'avance des Tutsi du FPR. Afin d'éviter à ses protégés hutu une totale défaite militaire, Paris a tenté de constituer un « Hutuland » aux frontières garanties par nos troupes. Il s'agissait là d'une « tractation » entre MM. Mitterrand et Balladur, le premier voulant une intervention directe de nos parachutistes afin d'empêcher la prise de Kigali par les Tutsi du FPR (cf. déclaration de M. Jacques Baumel du 8.9.94).

●

2 — Cette intervention militaire déguisée avait pour finalité d'imposer un compromis aux belligérants. Un compromis dans la logique des « Accords d'Arusha », c'est-à-dire du partage du pouvoir entre les factions opposées. Pour la France, c'était la seule issue permettant de sauver la face et de sauvegarder des intérêts politiques exclusivement et imprudemment engagés aux côtés du clan Habyarimana, c'est-à-dire d'une partie seulement des Hutu du Nord.

●

3 — Il est inexact d'avoir prétendu comme l'a tout d'abord fait le gouvernement français que « l'opération turquoise » était destinée à sauver des Tutsi car, dans la « zone sûre » de Gikongoro-Cyangugu, la quasi totalité des Tutsi avait, hélas, été massacrée par les Hutu bien avant l'intervention de nos troupes. Dans leur majorité, les quelques centaines de malheureux qui furent tout de même sauvés par nos soldats ne risquaient plus pour leur vie car ils avaient généralement été épargnés volontairement afin de servir de monnaie d'échange lors de l'avance du FPR.

●

4 — Les résultats de l'intervention française sont dérisoires au vu des moyens mis en œuvre et de leur coût colossal non encore chiffré exactement : moins de 10 000 personnes prises en charge médicalement, un millier d'interventions chirurgicales pratiquées et 20 500 cadavres ensevelis dans des fosses communes. Politiquement, « le jeu en valait-il la chandelle » ?

5— En revanche, l'action française, outre le fait qu'elle a achevé de nous aliéner la sympathie du pouvoir de Kigali a largement amplifié le « désastre humanitaire » car des centaines de milliers de réfugiés sont venus s'agglutiner dans la « zone humanitaire sûre » afin d'échapper à la légitime vengeance des Tutsi du FPR.

6— Plus grave encore, ce sont des assassins, des parents d'assassins, des familles d'assassins qui, dans leur grande majorité, ont pris les chemins de l'exil. C'est eux que nous protégeâmes dans la « ZHS » et au Zaïre.

7— Tous les Hutu n'ont pas fui le Rwanda. Sont restés au pays ceux qui n'ont pas participé à la sanglante orgie anti-tutsi. Ceux qui n'avaient rien à se reprocher. Or, ceux-là ne recevront aucune aide. Ils n'intéressent personne puisqu'ils ne meurent pas en direct pour les besoins du journal télévisé de 20 heures. En revanche, et pour des années, deux millions de Hutu réfugiés à l'étranger, car ils ont directement ou passivement trempé dans les massacres, vont être pris en charge par la communauté internationale. Pris en charge est un mot faible puisqu'il faut que nos soldats aillent jusqu'à leur creuser des latrines et ensevelir leurs morts ! L'armée française n'a-t-elle pas d'autres missions à remplir ?

8— Comme dans le cas de la famine d'Éthiopie, comme dans le cas de celle de la Somalie, les ONG ont menti. Quoi de plus normal car seule l'inflation de chiffres permet aux bourses de s'ouvrir... L'on nous affirmait que le choléra allait tuer 20 % des Rwandais réfugiés dans les camps du Zaïre, soit au moins 300 000 personnes. Or, toutes causes de décès confondues, nos soldats-fossoyeurs ont enterré 20 500 cadavres. Alors, en dépit de l'insoutenable force de l'image, osons poser la question : pourquoi nous a-t-on une fois de plus menti ? Et dans quel but ?

Cette question n'est pas iconoclaste car la naïveté de l'Homme blanc a peut-être des limites et il n'est pas certain qu'il laisse éternellement le « piège humanitaire » ponctionner son porte-feuille.

Les responsabilités du régime socialiste français dans le génocide rwandais

Tant que nos soldats furent engagés au Rwanda dans « l'opération Turquoise », l'Afrique Réelle s'est interdit de mettre en évidence les terribles responsabilités que la France socialiste porte dans les massacres qui ont ensanglanté ce pays. Aujourd'hui, notre armée a été retirée de ce guêpier. Il est désormais temps de révéler les dessous de la « politique » française au Rwanda. La leçon est édifiante.

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1990, des coups de feu sont tirés à Kigali, la capitale du Rwanda.

L'offensive du FPR (*Tutsi*) lancée depuis l'Uganda a débuté il y a quelques jours ; la France et la Belgique viennent d'annoncer qu'elles allaient envoyer des troupes destinées à protéger les Européens « menacés » par l'avancée des « rebelles ».

Au Rwanda même, une lutte contre la montre s'engage donc car l'opposition, composée des *Tutsi* mais aussi et surtout des partis *hutu* du Sud et du Centre, sait que le régime du général Habyarimana va être sauvé par l'arrivée des détachements militaires venus d'Europe. C'est pourquoi des coups de feu sont tirés car il faut précipiter le coup d'État qui est en préparation et dont l'offensive du FPR devait être le déclencheur.

Quelle est la situation au Rwanda ? Que s'est-il passé dans les semaines ayant précédé la première offensive militaire du FPR ?

Dans le premier semestre 1990, des mouvements agitent les FAR (Forces Armées Rwandaises) où l'opposition *hutu* cherche à

recruter et faire entendre sa voix. En juin et en juillet, plusieurs officiers sont même arrêtés car ils avaient ourdi un complot visant à renverser le clan Habyarimana. Avec leur arrestation, c'est toute l'opposition militaire *hutu* qui est décapitée. Pour les opposants *hutu*, les possibilités d'un coup d'État militaire n'existent plus. Alors, que faire ?

C'est à ce moment-là que s'esquisse l'impensable et hétéroclite rapprochement entre les *Tutsi* du FPR dont la base est l'Uganda et les réfugiés *hutu* installés en Tanzanie et dont le chef est le colonel Kanyarengwe, un *Hutu* du Nord opposant au clan Habyarimana. Puisqu'il n'est plus possible d'agir depuis l'intérieur du Rwanda, c'est donc de l'extérieur que viendra le mouvement.

La France et la Belgique se retrouvent donc impliquées dans une classique tentative de coup d'État.

Très rapidement, le gouvernement belge a conscience de cette réalité et ne voulant pas défendre le régime en place, il décide de rapatrier ses troupes dès l'évacuation d'une partie de ses ressortissants achevée.

Bien différente est l'attitude de la France dont les forces d'intervention prennent directement part aux combats et stoppent le FPR à la hauteur du lac Mohazi, sur la route Uganda-Kigali.

Est-il exact que l'hélicoptère armé de roquettes qui détruisit les éléments avancés de la colonne tutsi progressant vers Kigali était piloté par un officier français ?

Afin de donner à son action une caution africaine, la France demande au Zaïre de répondre favorablement à l'appel rwandais d'intervention militaire. L'armée zaïroise pénètre alors dans le nord du Rwanda et prend la direction de Byumba puis de la station touristique de Gabiro qu'elle pille de fond en comble avant de rebrousser chemin, les camions chargés de butin. N'ayant pas été payés, les soldats zaïrois vivent ensuite sur le pays puis repassent au Zaïre, à Goma d'où ils refusent de partir. Il faudra que le président Mobutu en personne se rende à Goma avec des cantines de billets de banque pour acheter le départ de son armée...

L'affaire devenait donc de plus en plus compliquée et les autorités françaises n'y avaient soit rien compris, soit, tout au contraire, en connaissaient parfaitement les dessous et avaient décidé de laisser se développer un nuage de fumée afin d'en être plus à l'aise pour mieux sauver le régime du général Habyarimana.

La France se range dans le camp des tueurs hutu

C'est alors que la France se fit la complaisante caisse de résonance de l'argumentaire du gouvernement de Kigali : le Rwanda devant lutter contre une invasion étrangère

venue d'Uganda il était donc légitime d'y intervenir en application des accords de défense signés entre Paris et Kigali en 1975.

Pour les *Hutu* du centre et du Sud ainsi que pour les *Tutsi*, la cause était entendue : la France se rangeait résolument dans le camp de ceux qui les opprimaient. Les temps des regroupements étaient donc venus. Ils étaient obligatoires et ce n'est pas un des moindres résultats de l'insolite politique française.

Le colonel Kanyarengwe rejoignit alors le FPR *tutsi* qui devint ainsi un mouvement multi-ethnique. Au même moment, politiquement, le multi-partisme qui se mettait en place à l'intérieur du Rwanda vit un rapprochement de tous les partis *hutu* non opposés aux *Tutsi*. Quant aux partis *hutu* extrémistes (MRND et CDR), ils étaient marginalisés.

Dans cette première phase, les *Tutsi* du FPR ne constituent qu'une force d'appoint des *Hutu* du Sud et du centre ; après les massacres de 1994, une fois les *Hutu* modérés massacrés par les *Hutu* du clan présidentiel, le FPR deviendra la force dominante car disposant d'un redoutable outil militaire.

La France socialiste responsable

La France socialiste est là encore directement responsable de cette évolution sur laquelle il est nécessaire de revenir pour la bonne compréhension des événements ultérieurs.

Après le départ des troupes belges, la France maintient un important dispositif militaire au Rwanda. C'est à l'abri de ce dispositif que les FAR tentent une laborieuse reconquête du Nord du pays. Mais, c'est surtout grâce à la présence française que le régime qui ne s'est pas effondré s'appuie de plus en

Un entretien avec le ministre de la coopération

Michel Roussin « assume » l'assistance française à l'ancien gouvernement rwandais « entre 1990 et 1993 »

« Tout ce qui a été fait » par la France au Rwanda entre 1990 et 1993 « l'a été dans les règles », a estimé, au cours d'un entretien accordé au « Monde », le ministre de la coopération, qui dit « assumer » la politique de coopération du gouvernement précédent. Michel Roussin admet ne pas avoir été enthousiaste lors du lancement de l'opération « Turquoise », à laquelle il aurait préféré une opération africaine, mais il juge néanmoins le résultat de cette intervention « positif ».

- La France n'a-t-elle pas certaines raisons de craindre que les personnes arrêtées en disent trop à propos de la présence française entre 1990 et 1993 ?

- Franchement non. Il n'y a rien de gênant. J'assume la coopération qui a été conduite entre 1990 et 1993 - bien que je n'en sois pas responsable - parce que la politique de la France se poursuit, même s'il y a eu un changement de gouvernement. Tout ce qui a été fait l'a été dans les règles. On n'a rien fait d'autre que de l'instruction militaire. La France a aidé l'armée du gouvernement légalement reconnu. Il y a peut-être eu des livraisons d'armes, etc. Mais en ce qui concerne le rôle des instructeurs, je ne pense pas que le moindre commentaire soit gênant pour les forces armées françaises et pour la République française.

- Est-ce qu'il n'y avait pas moyen de prévenir ce qui est arrivé, ou au moins de voir qu'il se tramait quelque chose, étant donné le nombre important de soldats français présents entre 1990 et 1993, puis de coopérants militaires qui, eux, ne sont partis qu'après les événements du 6 avril ?

- En d'autres temps, j'ai été un homme de renseignements. Or vous posez la question de l'acquisition et de l'exploitation du renseignement dans un pays avec lequel on a une mission de coopération. C'est tout à fait contraire aux règles qui régissent la coopération avec les Etats africains, ou les autres Etats avec lesquels nous sommes en relation. Il y a des gens qui sont des spécialistes de ce genre de choses, qui alertent le pouvoir politique au plus haut niveau pour l'aider à prendre ses décisions, en aucune manière cette mission ne peut être celle des coopérants militaires traditionnels.

- Le gouvernement n'a pas eu quelques indices de préparatifs inquiétants ?

- Rappelez-vous que nous étions dans un climat rassurant, né avec les accords d'Arusha d'août 1993, que nous avons encouragés. A l'époque de l'assassinat du président Habyarimana, le gouvernement s'ouvrait, une relation nouvelle s'instaurait entre les partis et c'était assez prometteur.

- Comment réagissez-vous aux accusations d'Amnesty International ? Selon l'organisation, des membres du DAMI [détachement d'assistance militaire, qui relève du ministère de la coopération] ont formé des gens qui eux-mêmes ont formé des escadrons de la mort.

- Vous imaginez des Français, dans une mission de coopération, en train de former des escadrons de la mort ! Ça n'engage qu'Amnesty International. J'attends qu'on me donne des preuves, des noms. C'est moi, ministre de la coopération, qui suis attaqué directement. J'aurais mis en place, moi, des types chargés de former des escadrons de la mort ! Il faut être sérieux... Tout est toujours très bon dans les périodes de crise pour montrer la France du doigt.

- Pourquoi le gouvernement actuel assume-t-il totalement la politique de la France au Rwanda entre 1990 et 1993 ?

- J'assume, mais je ne fais pas de commentaire.

- Vous en avez fait un, en vous exprimant dans une tribune parue dans un quotidien...

- Il y a une action politique de la France en Afrique, il faut avancer. S'il y a des erreurs qui ont été commises, il faut faire en sorte que la mission de coopération se poursuive et qu'elle se réoriente. Pour le reste, je ne porte aucun jugement.

plus sur sa composante extrémiste. Et cette dernière chante les louanges de la France socialiste tout en laissant apparaître son idéologie raciste anti-tutsi (voir les documents des pages 32 et 33).

Depuis plusieurs mois Kigali était devenue une moderne « Sodome et Gomorre » fréquentée par certains hiérarques socialistes amateurs de beautés locales des deux sexes rencontrées dans le « dancing » dont le propriétaire était le propre fils du président Habyarimana. C'est dans le stupre et les alcools que s'y définissait la politique régionale de la France socialiste !

Les critiques de l'opposition rwandaise réfugiée en Europe commençant à percer le mur du silence imposé par Paris et respecté par les organes de presse « élyséens », la France justifia alors sa présence militaire par l'action pacificatrice que ses troupes exerçaient au Rwanda.

Un génocide couvert par la France

Là encore, la désinformation fut totale puisque, en février-mars 1993, alors que la France entretenait un contingent opérationnel de 600 hommes au Rwanda, les extrémistes *hutu* massacrèrent plusieurs centaines de *Tutsi* dans le Bugesera, c'est-à-dire aux portes mêmes de Kigali. N'ignorant rien de ce qui se passait dans le pays, le commandement français transmet les informations à Paris. Aucun ordre d'intervention ne fut donné.

La vérité oblige à dire que, protégé par nos troupes, le gouvernement du général Habyarimana a « tranquillement » préparé un génocide et que la France l'a couvert en forment et en équipant les futurs massacreurs.

Leur recrutement ne fut pas un problème dans un pays où, avec une croissance démographique

de 3,2% par an, c'est à un déferlement de jeunes sans travail que l'on assiste. Qui plus est, ces jeunes sont algrés car, scolarisés dans le primaire, ils sont bloqués à l'entrée du secondaire par de sévères quotas. Pour eux, ceux qui ont réussi sont des ennemis. Or les *Tutsi* et les *Hutu* modérés constituent une « bourgeoisie » commerçante. Haine ethnique et raciale plus haine sociale en faisaient donc les recrues idéales des deux partis *hutu* extrémistes, le MRND et le CDR dont ils constituèrent les troupes de choc.

Parallèlement, les FAR (Forces Armées Rwandaises) devinrent sur-dimensionnées puisque leurs effectifs furent portés à 38 000 hommes. Comment les former ? Leur noyau dur le fut par les Français : c'est ce qui explique que, dans la débâcle militaire du printemps et du début de l'été 1994, certaines garnisons aient opiniâtement résisté aux forces du FPR. Ce fut le cas de celle de Ruhengeri qui tint trois mois face aux *Tutsi*.

Chaque commune eut un contingent à fournir et les bourgmestres choisirent la racaille locale dont ils étaient trop heureux de pouvoir se débarrasser. La France donna directement ou « indirectement » de quoi équiper ces hommes qui cédèrent une partie de leur armement aux milices. Le Rwanda était devenu un arsenal. Le génocide pouvait débuter !

La responsabilité du régime socialiste français est donc accablante ⁽¹⁾.

Le plus insolite est que l'actuel ministre français de la Coopération la cautionne (voir document page 28).

(1) (voir le n° 4 de *l'Afrique Réelle* pour ce qui est des raisons idéologiques de cette politique).

La victoire de l'armée des émigrés

Dans le Rwanda d'avant les Blancs, la réalité du pouvoir était exercée par la fraction dirigeante de deux clans, les Nyiginya et les Bega. Les Nyiginya donnaient les rois et les reines mères, les Bega les épouses royales. Chef du FPR et nouvel homme fort de Kigali, le général Paul Kagamé est Nyiginya par son père et Bega par sa mère. Son père était le frère de la dernière reine mère du Rwanda.

C'est donc bien, à tous les sens du terme à une victoire des « émigrés » que l'on vient d'assister au Rwanda. Celle d'une sorte « d'armée des Princes » dont le « Coblençe africain » était l'Uganda et dont la lutte dura trente-cinq ans.

Les nouveaux maîtres du Rwanda ne sont évidemment pas ceux qui le quittèrent lors de l'indépendance et de la prise du pouvoir par les Hutu, bientôt suivie des premiers massacres des Tutsi par leurs anciens serviteurs, en 1959. Ce sont leurs fils. Et ils sont bien différents de leurs pères.

Tous ont grandi à l'étranger. Dans l'Uganda anglophone pour la plupart. Tous sont mentalement et culturellement tournés vers l'Afrique orientale et l'océan Indien. Le monde francophone qui, depuis 1981, ne cessa de se montrer hostile à leur égard, leur est devenu étranger. La France n'a-t-elle pas, en effet, systématiquement soutenu les assassins de leurs frères ? Ne les a-t-elle pas armés, encadrés ? Puis, quand ils eurent le dessous, n'est-elle pas intervenue pour leur éviter une défaite totale entre 1990 et 1993 ? Enfin, en juin dernier, alors que la victoire du FPR était acquise, la France ne tenta-t-elle pas, avec l'opération *Turquoise*,

de maintenir un « Hutuland » afin d'éviter une victoire tutsi par trop écrasante ?

Le général Paul Kagamé est né en 1957 dans le Nduga, cette « Ile-de-France » du royaume tutsi du Rwanda, sur la colline de Kamonyi. Il avait à peine deux ans quand le soulèvement hutu de 1959 mit à bas la monarchie rwandaise. Les plus intransigeants des Tutsi prirent alors le chemin de l'exil, comprenant que la vie sous autorité hutu allait devenir insupportable à ceux qui survivraient aux massacres.

C'est donc en Uganda que l'enfant grandit, recevant une éducation tutsi traditionnelle, mais dans un contexte totalement anglophone.

Au bout d'une dizaine d'années, les émigrés tutsi comprirent qu'ils ne pourraient pas rentrer au Rwanda. Mais leurs fils rêvaient d'en découdre. Ils furent peu à peu entraînés dans la guerre civile ugandaise qui suivit la défaite des troupes d'Amin Dada en 1979. Ils lièrent leur sort à l'un des chefs de guerre ugandais, Yeweri Museveni, un Hima.

Les Hima appartiennent à la même famille ethnique que les Tutsi mais, à la dif-

férence des Tutsi du Rwanda, ils n'ont pas, par le passé, constitué un État puissant et centralisé. Les fils des émigrés tutsi furent bientôt le fer de lance de l'armée de Museveni, dont ils permirent la victoire en janvier 1986. Après cette victoire, Museveni plaça deux jeunes chefs tutsi qui appartenaient au premier cercle de ses amis (ils faisaient partie de « The Original 26 », le premier groupe armé de 26 hommes qui avait déclenché, en février 1981, l'insurrection contre le président Milton Obote) à des postes-clés : Fred Rwigyeme fut nommé chef d'état-major de l'armée ougandaise et vice-ministre de la Défense ; Paul Kagamé fut placé à la Direction du Renseignement et de la Sécurité. Les vrais maîtres de l'Ouganda étaient donc des Tutsi rwandais. Ils allaient en profiter pour mettre sur pied une armée de reconquête.

En 1987, l'Arun (Alliance Rwandaise pour l'Unité Nationale), mouvement rassemblant les émigrés nostalgiques de l'ancien régime tutsi, faisait peau neuve en se transformant en FPR (Front Patriotique Rwandais). Fred Rwigyeme et Paul Kagamé en prirent la direction. Tenant ses promesses, mais également heureux de pouvoir se débarrasser de ses encombrants alliés, Museveni leur fournit tous les moyens militaires leur permettant d'envisager un retour en force. Fin 1989, les deux jeunes chefs tutsi abandonnèrent leurs fonctions officielles au sein de l'appareil d'État ougandais pour préparer la phase active de la reconquête.

À l'automne 1990, leur première offensive fut stoppée aux portes de Kigali par les troupes françaises. Fred Rwigyeme fut tué au combat. Les Tutsi refluèrent vers l'Ouganda et Paul Kagamé, qui suivait un stage

d'officier aux États-Unis, rentra précipitamment. Il réorganisa l'armée tutsi. Comprenant qu'il ne pourrait jamais lutter contre les troupes que Paris mettait à la disposition du gouvernement hutu, il attendit leur départ pour affronter enfin à armes égales les forces armées rwandaises (Far).

Par son physique — très grande taille, visage non négroïde —, le général Kagamé présente un morphotype tutsi tout à fait « classique ».

Il ressemble également au roi Musinga qui régna au début du siècle. Ceux qui l'ont rencontré le décrivent comme un homme impassible et secret. Rien d'extraordinaire à cela, car ces traits de sa personnalité sont le produit de l'éducation des enfants des grandes familles tutsi auxquels, dès le plus jeune âge, on enseignait la maîtrise de soi : « *Quoi qu'on vous dise, quoi qu'on vous fasse, ne manifestez jamais le moindre sentiment qui pourrait trahir votre pensée profonde* ».

Passé depuis la décolonisation dans la zone d'intervention de la France, qui entendait renforcer ainsi les frontières de la francophonie face au monde est-africain anglophone, le Rwanda est désormais aux mains d'une élite anglophone... Régionalement, les deux dernières cartes de la France sont le Zaïre où se sont retirées, le 21 août, les troupes françaises, — mais peut-on raisonnablement fonder une politique sur le Zaïre ? — et les Tutsi restés francophones, ceux dont les parents étaient réfugiés au Burundi et qui y firent leurs études.

LA PRESSE DES EXTRÉMISTES HUTU

N° 6 Décembre 1990 page 8

5. VOICI LES 10 COMMANDEMENTS.

1. Tout Muhutu doit savoir que Umututsikazi où qu'elle soit, travaille à la solde de son ethnie tutsi. Par conséquent, est traître tout Muhutu :

qui épouse une mututsikazi ;
qui fait d'une Umututsikazi sa concubine ;
qui fait d'une Umututsikazi sa secrétaire ou sa protégée.

2. Tout Muhutu doit savoir que nos filles Bahutukazi sont plus dignes et plus consciencieuses dans leur rôle de femme, d'épouse et de mère de famille. Ne sont-elles pas jolies, bonnes secrétaires et plus honnêtes !

3. Bahutukazi, soyez vigilantes et ramenez vos maris, vos frères et vos fils à la raison.

4. Tout Muhutu doit savoir que tout Mututsi est malhonnête dans les affaires. Il ne vise que la suprématie de son ethnie.

« RIZABARA UWARIRAYE »

Par conséquent, est traître tout

Muhutu :

- qui fait alliance avec les Batutsi dans ses affaires ;
- qui investit son argent ou l'argent de l'Etat dans une entreprise d'un Mututsi ;
- qui prête ou emprunte de l'argent à un Mututsi ;
- qui accorde aux Batutsi des faveurs dans les affaires (l'octroi des licences d'importation, des prêts bancaires, des parcelles de construction, des marchés publics...)

5. Les postes stratégiques tant politiques, administratifs, économiques, militaires et de sécurité doivent être confiés aux Bahutu.

6. Le secteur de l'Enseignement (élèves, étudiants, enseignants) doit être majoritairement Hutu.

7. Les Forces Armées Rwandaises doivent être exclusivement Hutu. L'expérience de la guerre d'octobre 1990 nous l'enseigne. Aucun militaire ne doit épouser une Mututsikazi.

8. Les Bahutu doivent cesser d'avoir pitié des Batutsi.

9. — Les Bahutu, où qu'ils soient, doivent être unis, solidaires et préoccupés du sort de leurs frères Bahutu.
- Les Bahutu de l'intérieur et de l'extérieur du Rwanda doivent rechercher constamment des amis et des alliés pour la Cause Hutu, à commencer par leurs frères bantous.
- Ils doivent constamment contrecarrer la propagande tutsi.
- Les Bahutu doivent être fermes et vigilants contre leur ennemi commun tutsi.

10. La Révolution Sociale de 1959, le Référendum de 1961, et l'Idéologie Hutu, doivent être enseignés à tout Muhutu et à tous les niveaux. Tout Muhutu doit diffuser largement la présente idéologie. Est traître tout Muhutu qui persécutera son frère Muhutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie.

Est-il exact que ?

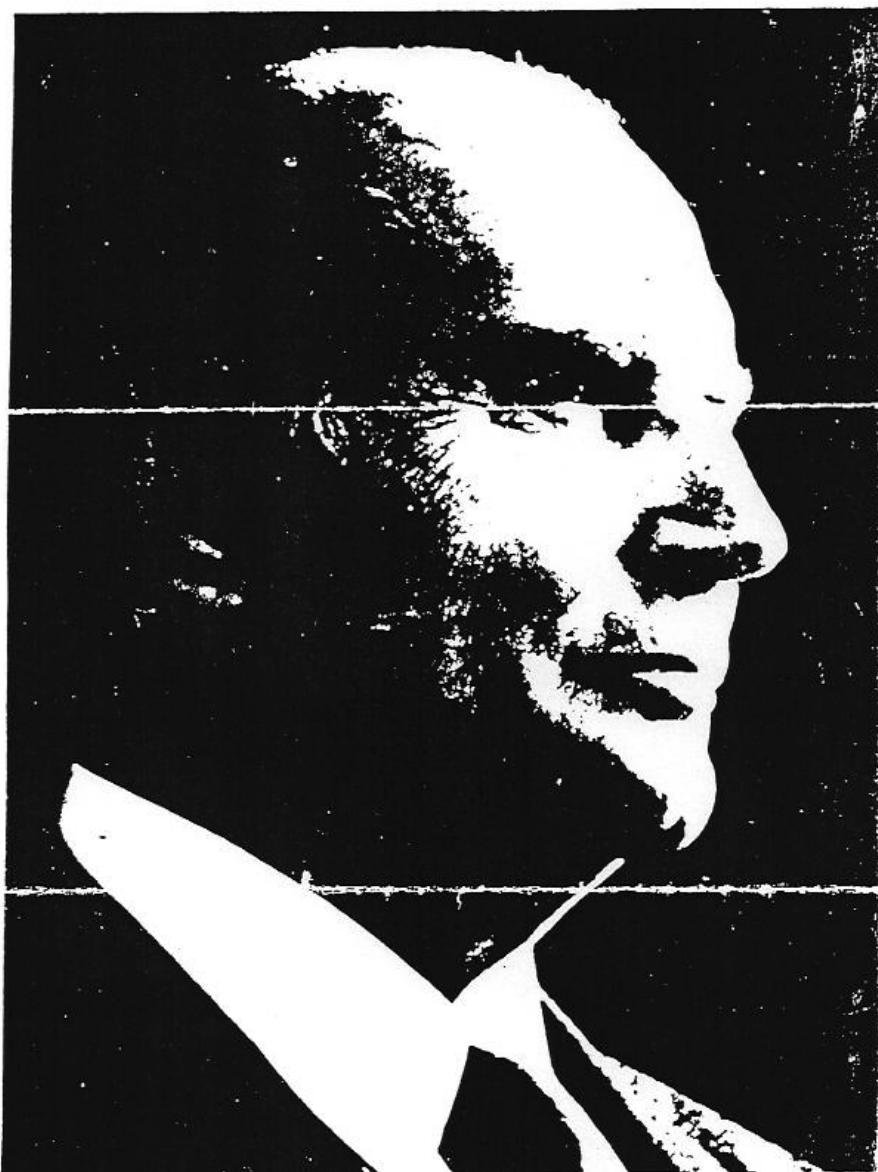
Est-il exact que « Radio Mille Collines », radio des milices hutu du Rwanda et dont un des principaux responsables, ancien doyen de la faculté des lettres, était un protégé du ministère français de la Coopération qui lui donna les moyens de résider en France et d'y soutenir une thèse de complaisance dans une vieille et célèbre université de la capitale, fut créée avec une subvention française de 100 000 francs qui aurait permis d'acheter l'émetteur grâce auquel les assassins du clan Habyarimana purent planifier et organiser la mise à mort d'au moins 500 000 Tutsi et Hutu du Sud ?

Est-il exact que les autorités françaises, parfaitement au courant des agissements criminels des responsables de cette radio, aient continué à aider cette dernière afin de faire pièce à celle du FPR émettant depuis l'Uganda anglophone ?

Ultime « marche » du monde francophone en direction de l'Est africain anglophone, le Rwanda est désormais dirigé par une élite anglophone. Naturellement tourné vers l'océan Indien anglophone et non vers la cuvette congolaise francophone, le Rwanda est à nouveau totalement relié à l'Afrique orientale puisque des éléments du génie militaire britannique et américain ont rouvert l'axe goudronné Uganda-Kigali en réparant les ponts, les ouvrages d'art et la chaussée détruits lors des combats. *L'Afrique Réelle* adresse donc tous ses compliments aux « africanistes » du ministère français de la Coopération et du Quai d'Orsay pour la lucidité de leurs analyses et le soutien sans faille qu'ils prodiguèrent au clan hutu présidentiel et aux extrémistes hutu. Grâce à eux le rayonnement de la France est désormais assuré dans la région !

KANGURA

N° 6 100 FRW



Son Excellence Monsieur François MITTERRAND, Président de la République Française.

« Un véritable Ami du RWANDA ».

« Inshuti nyanshuti uyibona mu byago. »

L'écologie par le génocide ?

FD116 5 g 523 FAP6774 Akagera, la "planète des singes"
RWANDA TOURISME GORILLES -par Denis Gray-

AKAGERA (Rwanda) -- L'hôtel Akagera semble être le décor d'un roman d'anticipation de Pierre Boulle... Jadis appelé "le petit coin de paradis" du Rwanda par les touristes fortunés amateurs de safaris africains, le prestigieux hôtel a changé de patrons et de clientèle. Le nouveau responsable est un peu bourru, et les clients ont franchement perdu leurs bonnes manières. Les gorilles sont entrés dans Akagera.

Ces colosses, parfois agressifs, ont tiré profit à leur manière de la guerre et des massacres au Rwanda. Et surtout du chaos qui s'en est suivi. Les primates ont pris possession des luxueuses suites et des quelque 60 chambres de l'hôtel. Ils passent l'essentiel de leurs journées à paresser au bord de la piscine, qui n'est plus aujourd'hui qu'un bain de boue.

Il y a quelques mois, les touristes venus d'Europe et d'Amérique du Nord se pressaient ici, dans l'une des plus grandes réserves d'Afrique. Et c'est au bord de cette piscine qu'ils sirotaient leur apéritif en admirant la vue spectaculaire sur le lac Ihema, et la savane alentour.

Akagera était l'une des régions les plus courues lorsque le Rwanda était appelé la "Suisse de l'Afrique"; le "Pays des mille colines". On venait y admirer les derniers gorilles des montagnes, sur les coteaux volcaniques, et les tribus de singes de la forêt de Nyungwe. On est ici à 120 kilomètres de la capitale Kigali. Le village de Nygakonji est aujourd'hui déserté de ses habitants, pour certains massacrés ou réfugiés depuis en Tanzanie toute proche.

Aujourd'hui, l'hôtel Akagera est le symbole tragique d'un Rwanda plongé dans l'abîme depuis le mois d'avril et le début des massacres perpétrés par les Hutus contre les Tutsis. Ils auraient fait environ 500.000 morts. Les restes de corps décomposés gisent encore le long de la route qui mène au parc de l'hôtel.

De dérisoires "Ne pas déranger" sont encore accrochés aux poignées des portes des chambres, et sur le sol gisent d'autres "cadavres", des bouteilles de champagne vides datant de la période faste. Une puanteur presque insupportable monte des cuisines, venant des restes de nourriture abandonnés dans la fuite précipitée du mois d'avril.

A la réception, le livre d'or de l'hôtel offre ses souvenirs dans une demi-douzaine de langues. "Point de vue exceptionnel, hospitalité charmante, service délicieux, nourriture excellente, chambres confortables. Une pure merveille!", avait écrit un client. "Nous avons passé une nuit merveilleuse dans ce petit coin de paradis appelé Hôtel Akagera", témoigne un autre visiteur. "Nous reviendrons", projetait un troisième.

Sur cette nouvelle planète des singes, les rôles sont inversés, les comportements aussi. Près du barbecue de l'hôtel, un gorille barraqué -probablement le nouveau "patron"- ouvre un sac de fruits desséchés. Lorsqu'il a terminé sa dégustation, bon prince, il saisit quelques morceaux d'écorce d'arbre qu'il lance aux humains, quelques visiteurs égarés qui assistent, curieux, à ce spectacle ahurissant. Des hommes qui, pour les nouveaux maîtres des lieux, sont devenus indésirables dans ce monde qui ne leur appartient plus. AP

lh/n0222/JmC

281422 aou 94

NB. L'auteur de cet article surréaliste illustre cette sous-culture journalistique qui empoisonne notre fin de siècle car :

- 1— Il n'y a jamais eu de gorilles dans l'Akagera. Les gorilles vivent dans le massif des Virunga, c'est-à-dire à l'exact opposé de l'Akagera.
- 2— Il existe bien des grands singes dans l'Akagera mais ce sont les cynocéphales. Prendre un cynocéphale pour un gorille est aussi inexact que de donner une origine coloniale aux conflits tribaux africains...